

Bilan de l'élection présidentielle



Macron, le candidat des milliardaires, a finalement été réélu alors que seulement 1 électeur sur 5 avait voté pour lui au premier tour (20,07 % des inscrits). Au second tour, il perd près de 2 millions de voix par rapport aux élections de 2017 où il était aussi confronté à Marine Le Pen. C'est une bien morne réussite car la vraie victoire fut celle de l'abstention qui bat tous les records à part le match Pompidou-Poher de 1969 qui était un choix entre « bonnet blanc » et « blanc bonnet ».

Au second tour, la victoire fut en effet celle du camp des « Ni Le Pen ni Macron ». L'abstention, les votes blancs et les votes nuls représentent 34,20 % des inscrits. Ce fut d'ailleurs un thème de mobilisation largement suivi notamment chez les étudiants. L'essentiel était en effet joué à l'issue du premier tour. Tous les candidats du mouvement ouvrier étaient éliminés parce que les traitres l'ont voulu ainsi. Ils étaient tous d'accord pour qu'il n'y ait pas d'unité des partis de la classe ouvrière. Pourtant, Mélenchon pouvait facilement être au deuxième tour et donc probablement être élu Président de la République. A l'évidence, il ne le voulait pas.

L'[AGIMO](#) a fait campagne pour qu'il y ait un candidat unique du mouvement ouvrier jusqu'au dernier jour. Nous écrivions notamment :

"Jusqu'au dernier jour, il faut exiger un candidat unique du mouvement ouvrier. C'est la seule solution pour battre tous les candidats du capital. S'il est élu, il faudra exiger ensuite la sortie de l'UE quitte à ce qu'il y ait un nouveau référendum. Un prétendu représentant de la classe ouvrière pourrait-il refuser un référendum qui serait exigé par tous ? Même s'il s'agit du pire traître patenté depuis des années cela lui sera difficile"

Regardons maintenant les résultats du premier tour en donnant le pourcentage des bulletins exprimés :

Macron	LREM	27,85
Le Pen	RN	23,15
Mélenchon	LFI	21,95
Zemmour	R	7,07
Pécresse	LR	4,78
Jadot	PE	4,63
Lassalle	R	3,13
Roussel	PCF	2,28
Dupont-Aignan	DLF	2,06
Hidalgo	PS	1,75
Poutou	NPA	0,77
Arthaud	LO	0,56

Au bilan du premier tour, il est apparu nettement que les organisations du mouvement ouvrier formaient ensemble la plus importante force politique du pays.

D'un point de vue arithmétique, une simple alliance de Mélenchon avec le PCF, le PS, le NPA et LO ($21,95 + 2,28 + 1,75 + 0,77 + 0,56 = 27,31$) aurait donné un score proche de celui de Macron (27,31 contre 27,84%). Si on tient compte de l'apport massif de voix supplémentaires que donne la dynamique de l'unité, avec en particulier les voix « écolos » (4,63%) qui seraient récupérées au lieu d'être perdues, un candidat unique des organisations ouvrières aurait largement battu Macron.

Mélenchon a failli être élu... sans doute contre son gré. Il avait fait preuve de tellement de fermeté pour refuser toute possibilité d'unité ! Les réactionnaires avaient compris que, malgré cela, il restait dangereux. Il pouvait être élu car il était investi par beaucoup d'électeurs du rôle d'unique représentant des travailleurs.



En le rencontrant à Marseille, Macron avez dit : « Mélenchon n'est pas mon ennemi »

Les milliardaires avaient besoin de la division des rangs ouvrier pour remettre leur poulain en selle. La corruption des élites est certainement leur principale méthode. Nous nous souvenons de la rencontre entre Macron et Mélenchon sur les quais de Marseille. « *Mélenchon n'est pas mon ennemi* » avait dit Macron. En effet, ils savent qu'ils sont fondamentalement dans le même camp. Mais la corruption de l'opposition ne se limite pas à cela. Nous avons vu que le NPA ne pouvait pas, avec ses propres forces, rassembler les 500 parrainages nécessaires pour présenter Poutou. Les milliardaires ont décidé, via Bayrou et Macron, de lui faire cadeau des parrainages manquants. De fait Poutou a assumé son rôle de diviseur des rangs ouvriers. Il a accepté ce cadeau et n'a pas dit un mot au cours de sa campagne en faveur de l'unité. Aucun appel à un désistement en faveur de Mélenchon, ou d'un quelconque candidat unique du mouvement ouvrier, et il n'a surtout pas donné l'exemple.

Les milliardaires ont préféré privilégier la candidature de Poutou plutôt que celle d'Anasse Kazib. Celui-ci n'a pas obtenu son quota de parrainages et n'a donc pas pu être candidat. Je lui avais envoyé [une lettre ouverte](#) au nom de l'[AGIMO](#). Il n'a pas répondu. Il nous prend sans doute pour quantité négligeable. Peu importe. La question posée est celle de l'orientation que doit avoir une organisation révolutionnaire lors de cette élection. J'avais proposé aux militants de « Révolution Permanente » de leur apporter notre soutien s'ils se prononçaient pour un candidat unique des organisations ouvrières. Ils auraient pu ainsi avoir les parrainages nécessaires sans être compromis, comme Poutou, avec les réactionnaires. De nombreux maires de petites villes et de villages étaient favorables à cette ligne d'un candidat unique « de gauche » comme disent les journalistes. Imaginez l'impact qu'aurait pu avoir le désistement d'Anasse Kazib interpellant en direct à la télévision les autres candidats du

mouvement ouvrier pour leur demander de se désister avec lui en faveur de Mélenchon. Les milliardaires n'ont pas pris ce risque.

Lors de la campagne pour les législatives qui suivaient l'élection présidentielle, Mélenchon, qui n'avait pas voulu être président de la République, s'est présenté comme candidat pour être premier ministre. En d'autres termes, dans une grande quantité de circonscriptions, des accords ont été passés pour avoir un unique candidat de « la gauche ». Ce qui n'était pas possible pour les présidentielles est devenu possible pour les législatives... Quel mépris pour les électeurs et au premier rang pour les travailleurs ! Tous les carriéristes de la politique n'avaient nullement l'intention de se priver d'obtenir un poste de député en refusant l'unité. Ne nous y trompons pas, c'est une politique parfaitement cohérente pour Mélenchon et ses collaborateurs. Si Mélenchon avait obtenu une majorité à l'assemblée nationale, il était prêt à mener, en tant que premier ministre, la politique réactionnaire de l'UE car il aurait expliqué que c'est de la faute à Macron si... Il ne serait pas question pour lui de quitter l'UE... Il préparait la politique que Tsipras a appliquée en Grèce.

